











CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE N°2511F018




**Prestations liées aux activités d'audit interne,
contrôle interne et gestion des risques pilotées par
la Mission audit et contrôle internes de VNF**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux
CS 30820
62408 BETHUNE







L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	Objet	Réalisation de prestations liées aux activités d'audit interne, contrôle interne et gestion des risques pilotées par la Mission audit et contrôle internes de VNF
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an ferme, reconductible 3 fois
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires forfaitisés
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec, si accepté par le titulaire

L'ESSENTIEL DES BONS DE COMMANDE (BC)

	Fréquence d'attribution des BC	A la survenance du besoin
	Attribution des BC	Attribution en cascade sur le principe de disponibilité ou d'éviction du conflit d'intérêt
	Délai d'exécution des BC	Défini au sein du bon de commande

L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	Forme des MS	Par marché subséquent
	Fréquence d'attribution des MS	A la survenance du besoin
	Critères d'attribution des MS	Critères ajustables à chaque marché subséquent mais prédéfinis au sein de l'accord-cadre
	Délai d'exécution des MS	Défini par marché subséquent
	Pénalités de retard	Prévues dans l'accord-cadre
	Résiliation des MS	Prévue dans l'accord-cadre

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Modifications de l'accord-cadre	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Protection des données à caractère personnel	7
6 - Durée et délais d'exécution	7
6.1 - Durée du contrat	7
6.2 - Reconduction	8
6.3 – Délais applicables	8
7 – Conditions et modalités d'exécution des bons de commande	8
8 – Règles de consultation communes des marchés subséquents	10
9 - Prix	13
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués dans les bons de commande	13
9.2 - Modalités de variation des prix	14
10 – Avance et clauses de financement et de sûreté	15
11 - Modalités de règlement des comptes	15
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	15
12 – Droit de propriété intellectuelle	18
13 - Pénalités	19
14 – Changements affectant la situation du titulaire	21
15 - Assurances	21
16 - Résiliation du contrat	21
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	21
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	22
17 – Éthique et respect des principes de développement durable	22
18 - Règlement des litiges et langues	22
19 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations liées aux activités d'audit interne dans le respect des Normes (IIA), au développement du contrôle interne et à la gestion des risques, sous le pilotage de la Mission audit et contrôle internes.

Ces prestations seront réalisées au siège de VNF et au sein des sept directions territoriales (siège de la DT ou Services Territoriaux).

La description détaillée des prestations attendues est précisée au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et des marchés subséquents émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques selon les dispositions détaillées au sein du présent CCAP.

1.3 - Type d'accord-cadre

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-1 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec trois (3) attributaires, prestataires uniques ou en groupements d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27, R. 2151-7, L. 2341-7 et L. 2141-12 à L. 2141-14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mixte exécuté principalement par l'émission de bons de commande et subsidiairement par la conclusion de marchés subséquents en application des articles L.2125-1-1 et R.2162-3 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu avec plusieurs attributaires et prévoit, pour la partie exécutée par bons de commande, un mécanisme d'attribution en cascade. À ce titre, VNF sollicite en premier lieu le titulaire classé au premier rang, conformément aux critères d'attribution définis à l'article 7 du règlement de la consultation. En cas d'incapacité dûment justifiée de ce titulaire à exécuter la prestation objet de la commande, VNF pourra s'adresser au titulaire classé au deuxième rang, puis, le cas échéant, au titulaire classé au troisième rang si le titulaire de deuxième rang est également dans l'impossibilité de réaliser ladite prestation. Chaque titulaire est tenu de notifier à VNF, dans le délai prévu à l'article 6.3.1 du présent CCAP, les motifs précis de son impossibilité d'exécuter la prestation.

Lorsqu'il identifie une situation potentielle de conflit d'intérêt, VNF demande au titulaire de la confirmer ou de l'infirmer. VNF peut également exiger que soient précisées les mesures mises en place pour éviter ce conflit. Il revient ensuite à VNF d'évaluer la pertinence de ces mesures.

Si celles-ci s'avèrent insuffisantes, ou si le prestataire déclare lui-même être en situation de conflit d'intérêt, VNF peut s'adresser au titulaire de deuxième rang, puis éventuellement à celui de troisième rang, mais uniquement si le deuxième n'est pas en mesure d'assurer la prestation objet de la commande.

Les différents titulaires se verront attribuer les bons de commande selon leur rang de classement et dans les conditions définies au CCAP.

Les prestations seront réglées par l'application des prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) des titulaires, aux quantités effectivement commandées et réalisées.

Pour les prestations relevant du cadre des marchés subséquents, les conditions de passation et d'exécution sont détaillées à l'article 8 du CCAP et complétées au sein des pièces des marchés subséquents.

Il est par ailleurs précisé que les prix indiqués au BPU de l'accord-cadre sont des prix plafonds ; ainsi, dans l'hypothèse où des lignes de prix unitaires prévues au BPU sont utilisées au sein des marchés subséquents, ces prix ne pourront être supérieurs à ceux remis au titre de l'accord-cadre.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande et des marchés subséquents émis par le siège, sans montant minimum et dans le cadre d'un montant maximum pour la durée totale de l'accord-cadre reconductions comprises, soit quatre (4) ans, ainsi fixés à :

Montant minimum euros HT	Montant maximum euros HT
Sans montant minimum	1 500 000 € HT

Des quantités estimatives sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Le DQE n'a pas valeur contractuelle, il est à compléter par le candidat et servira à l'analyse du critère prix. Le DQE est établi avec des quantités estimatives sur la durée du marché public. Ce dernier comprend l'estimation financière relative aux bons de commande et aux marchés subséquents.

1.4 - Modifications de l'accord-cadre

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants (dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique) et aux marchés publics de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le cadre de réponse technique afférent,
- Les bons de commande transmis au titulaire pendant la durée de l'accord-cadre ;
- Les pièces contractuelles des marchés subséquents passés pendant la durée de l'accord-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs de sous-traitance, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG-PI, et plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification se fait par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'État (PLACE).

3 - Intervenants

3.1 – Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice générale de VNF ou toute personne habilitée pour l'exécution du marché.

La responsable de la mission audit et contrôle internes, ou toute personne désignée par la directrice générale de VNF pour le remplacer, est chargée de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre et est compétente pour passer différents actes d'exécution (bons de commande, etc). Elle reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Elle procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux

validations des factures.

3.2 – Titulaire

Il est à noter que l'expression « Le titulaire » dans le présent CCAP désigne chacun des titulaires de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire désigne nommément à l'acte d'engagement :

- une à deux personnes habilitées à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution pour notification (bons de commande, décisions de prolongation, etc), d'éventuels avenants ou autres.
- un interlocuteur, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, qui sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. Animateur de l'équipe, il aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Il aura notamment pour compétence de savoir faire progresser les prestations de manière itérative et transversale.

Le titulaire indique par ailleurs, dans son cadre de réponse technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations. Il précise ces profils et qualification par catégorie de prestations prévues au CCTP (ex. : Composition type de l'équipe dédiée à une mission d'audit ; missions de mise à jour de cartographie des risques ...).

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délai par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de trente jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai trente jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation de l'accord-cadre dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récuse le second remplaçant proposé.

3.3 – Co-traitance

L'accord-cadre est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

3.4 - Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

Il est fait application des articles R2193-1 du Code de la commande publique et suivants en la matière.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire VNF à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par VNF, au titre de l'article 1384 du code civil.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

5 - Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, si le titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel pour le compte de Voies Navigables de France (VNF), VNF demeure le responsable du traitement.

Le titulaire agit en qualité de sous-traitant et s'engage à :

1. Traiter les données uniquement dans le cadre du marché et conformément aux instructions de VNF.
2. Assurer la confidentialité, la sécurité et la protection des données personnelles, en mettant en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées.
3. Ne pas transférer les données à des tiers sans autorisation écrite de VNF et ne recourir à des sous-traitants supplémentaires qu'avec son accord.
4. Restituer ou détruire les données personnelles à la fin du marché ou sur demande de VNF.
5. Collaborer avec VNF pour permettre l'exercice des droits des personnes concernées et notifier toute violation de données personnelles sans délai.
6. Faciliter les audits et contrôles réalisés par VNF sur le respect des obligations RGPD.

Le titulaire garantit que toutes les obligations prévues par les textes suivants seront respectées pendant toute la durée de l'accord-cadre :

- **Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016** relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) ;
- **Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978** modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- **Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019** relatif à la désignation et aux missions du délégué à la protection des données.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de la date de notification du contrat.

6.2 - Reconduction

Il sera reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins un (1) mois avant la date anniversaire de la notification du marché public. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de quatre (4) ans.

6.3 – Délais applicables

6.3.1. Délai de prise en charge des bons de commande

Le délai de prise en charge de la demande est de 72 heures à compter de l'accusé de réception de la demande de prestation envoyée par VNF au titulaire. Si l'accusé de réception de la demande intervient le jour J après 18h00, le délai de réponse court à compter du prochain jour ouvré à 9h00, par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-PI.

Le titulaire devra confirmer sa capacité ou non à répondre à la demande de VNF, par tout moyen, permettant de donner date et heure certaines à sa réponse.

À défaut de réponse dans ce délai ou en cas d'incapacité à exécuter la prestation, le titulaire est considéré comme défaillant et VNF pourra s'adresser alors au titulaire du deuxième rang, puis le cas échéant au titulaire de troisième rang dans les mêmes conditions.

6.3.2. Délai d'exécution

Les délais d'exécution qui ne sont pas mentionnés dans les documents contractuels du présent accord-cadre seront mentionnés dans les bons de commande et les marchés subséquents émis au fur et à mesure des besoins par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique l'émission des bons de commande et des marchés subséquents ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande et des marchés subséquents peut se prolonger au-delà de la durée totale l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévu aux bons de commande concernés, sans toutefois méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Les délais de vérification et de réception ne sont pas inclus dans les délais d'exécution du titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI. Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée, après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation selon l'article 13.3.4 du CCAG-PI.

7 – Conditions et modalités d'exécution des bons de commande

Cette partie ne règle pas la passation des marchés subséquents qui l'est dans l'article 8 du présent CCAP.

7.1 Lieux d'exécution

Le titulaire exécute les prestations de rédaction objet du marché dans ses locaux.

Les réunions pourront se faire en visioconférence ou en présentiel conformément au CCTP ou aux modalités précisées dans les bons de commande ou marchés subséquents.

7.2 Modalités de passation des bons de commande

Les prestations intégrées au bordereau des prix unitaires (BPU) s'exécutent au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de

commande.

La gestion des bons de commande, le suivi de la prestation commandée et le paiement de la prestation seront effectués ponctuellement, à la survenance du besoin, par VNF.

En cas d'émission d'un bon de commande complémentaire ou ayant un lien direct avec l'exécution d'une prestation antérieurement réalisée par l'un des titulaires, VNF se réserve expressément la faculté de notifier ce bon de commande au titulaire concerné, sans application du mécanisme d'attribution en cascade. Cette dérogation vise à garantir la continuité de la prestation et à prévenir tout risque d'omission ou de méconnaissance dans son exécution. L'émission d'un bon de commande complémentaire ne pourra avoir lieu que durant l'exécution du présent accord-cadre.

Les dispositions concernant les livrables sont définies au CCTP et seront précisées si nécessaire dans les bons de commande.

Les prestations sont exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et rémunérées par application des prix indiqués au BPU aux prestations commandées et réalisées. Les prestations pourront être activées plusieurs fois.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception. En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans le délai maximum de 72 heures par messagerie du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 48 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande comporteront :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la désignation de la ou les prestation(s) basé(es) sur un ordre de mission ou une fiche projet ;
- le(s) délai(s) d'exécution des missions ;
- la/les quantité(s) commandée(s) ;
- le(s) prix unitaire(s) ;
- le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- toutes mentions et précisions utiles.

Le montant de la commande est calculé par VNF selon les prix référencés dans le BPU.

Un bon de commande émis peut être annulé par la notification d'une annulation. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

7.3 - Prestations supplémentaires ou modificatives

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose, dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-PI.

7.4 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations fournies par le titulaire seront réalisées conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI (à l'exception de la dérogation précisée ci-après).

Le point de départ du délai des opérations de vérification quantitative et qualitative est la date de réception des livrables par le représentant du pouvoir adjudicateur.

VNF analyse les livrables afin de vérifier qu'ils correspondent aux prestations commandées.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur est dispensé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des prestations.

En complément à l'article 28 du CCAG-PI, les notifications des décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet pourront se faire par échange de courriels.

7.5 - Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations

À l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai de deux mois suscitée, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI (à l'exception de la dérogation précisée ci-après).

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai imparti de deux mois, les prestations sont considérées comme reçues à compter de l'expiration de ce délai.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 29.2.1 et 29.4.2 du CCAG-PI, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

Afin de faciliter le respect de ces délais par le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à lui communiquer, au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande de sa part, les versions intermédiaires des livrables.

8 – Règles de consultation communes des marchés subséquents

8.1 Règles de consultation communes des marchés subséquents

8.1.1 Règles de consultation commune des marchés subséquents

8.1.1.1 Modalités de remise en concurrence des titulaires

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur le fondement de cet accord-cadre seront attribués après remise en concurrence de l'ensemble des titulaires. Il est attendu que les titulaires de l'accord-cadre remettent une offre à chaque remise en concurrence des marchés subséquents. Cependant, la non-réponse exceptionnelle à un marché subséquent est possible sous réserve d'être justifiée par un motif recevable. En tout état de cause, les titulaires doivent formaliser et motiver par écrit toute absence d'offre. En cas de non-réponse injustifiée à un projet de marché subséquent, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

8.1.1.2 Présentation des offres des marchés subséquents

Ces offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de la consultation propres à chaque marché subséquent. La lettre de consultation précise les modalités de transmission des offres.

Le contenu des offres restera confidentiel jusqu'à l'expiration du délai limite de remise.

Les offres portant sur les marchés subséquents à l'accord-cadre devront être remises dans les délais précisés dans les lettres de consultation qui variera entre 10 jours et 25 jours. En cas de remise en concurrence pendant la période estivale (juillet ou août), le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prévoir un délai de consultation supérieur à 25 jours.

- L'offre contiendra :

- Une lettre de consultation précisant les modalités de consultation dans le respect des stipulations définies dans le présent CCAP :

- L'Acte d'Engagement valant cahier des clauses administratives particulières et ses annexes (acte spécial de sous-traitance, répartition financière entre co-traitants/sous-traitants...) complété, daté et signé, le nom lisible du signataire et sa qualité ;

- Un cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) s'il s'agit d'un marché subséquent ordinaire à prix forfaitaire ou un Bordereau de Prix Unitaires (BPU) / Détail Quantitatif Estimatif (DQE) s'il s'agit d'un marché subséquent à bons de commande ou des deux pièces financières mentionnées en cas de prix mixte ;
- Le cadre de réponse technique tel que défini dans la lettre de consultation,
- Le cas échéant, le planning prévisionnel détaillé de la mission ;
- tout autre document mentionné dans la lettre de consultation.

Le délai de validité des offres de chaque marché subséquent sera de 60 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les candidats ne pourront pas apporter de compléments aux pièces des marchés subséquents qui devront être acceptées sans réserve et sans modifications.

8.1.1.3 Offre de prix pour les marchés subséquents

Les Titulaires présentent, pour les marchés subséquents, des offres de prix élaborées sur la base du BPU avec possibilité de minorer les prix unitaires plafonds fixés dans l'accord-cadre.

En revanche, les prix remis dans le cadre des marchés subséquents ne pourront être supérieurs à ceux fixés dans le BPU de l'accord-cadre sauf cas exceptionnels dûment justifiés par le titulaire dans sa réponse au marché subséquent.

L'appréciation des explications sur la remise de prix supérieurs à ceux du référentiel est à la discrétion du représentant du pouvoir adjudicateur. Si le représentant du pouvoir adjudicateur estime que l'augmentation du prix est justifiée, l'offre du titulaire de l'accord-cadre sera analysée. Dans le cas contraire, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire son accord pour appliquer le prix du référentiel. En cas de refus du titulaire, son offre sera déclarée irrégulière.

En cas de prestations non prévues au BPU mais nécessaires à la bonne exécution du marché subséquent, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les intégrer dans le marché subséquent concerné et demander aux titulaires la remise d'un prix nouveau relatif à ces prestations.

8.1.1.4 Jugement des offres

Les offres présentées pour les marchés subséquents seront jugées selon les critères de jugement fixés dans la lettre de la consultation en respectant la fourchette de pondération suivante :

- Prix : entre 40 et 60%
- Valeur technique : entre 40 et 60%

Lors des consultations relatives aux marchés subséquents, le représentant du pouvoir adjudicateur précisera dans la lettre de consultation la forme du marché subséquent ainsi que les modalités particulières de mise en œuvre des critères d'attribution et sous-critères.

8.1.1.5 Attribution et notification des marchés subséquents

Le marché subséquent sera notifié par voie électronique via le profil d'acheteur. La notification comprend l'ensemble des pièces constitutives du marché subséquent, délivrée sans frais au titulaire.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure de passation d'un marché subséquent pour des motifs d'intérêt général.

8.2 Clauses administratives communes aux marchés subséquents

8.2.1 Formes des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront passés par le siège de VNF.

Les marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre pourront être des marchés ordinaires ou des accords-cadres à bons de commande.

La durée des marchés subséquents sera précisée dans le cahier des charges spécifique et la lettre de consultation.

Les marchés subséquents pourront faire l'objet de modifications en application des articles R2194-1 à 10 du Code de la commande publique.

8.2.2 Pièces constitutives des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les marchés subséquents sont constitués par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AECCP) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le cas échéant, en cas d'accord-cadre à bons de commande, le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque marché subséquent ;
- Le cadre de réponse technique du titulaire, propre à chaque marché subséquent ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché subséquent ;
- Tout autre document mentionné dans la lettre de la consultation.

La notification de chaque marché subséquent comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de chaque marché subséquent.

8.2.3 Durée et délais d'exécution des marchés subséquents

La durée et les délais d'exécution seront fixés dans l'AE-CCP des marchés subséquents.

8.2.4 Prolongation des délais d'exécution des marchés subséquents

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG-PI sont applicables aux marchés subséquents.

8.2.5 Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification quantitative et qualitative des prestations fournies par le titulaire répondent aux exigences de l'article 26 du CCAG-PI.

En complément à l'article 26 du CCAG-PI, les notifications des décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet pourront se faire par échange de courriels via PLACE.

Par dérogation à l'article 26.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur ne prévient pas le titulaire des jours et heures fixes pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des prestations.

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours à compter de la remise du livrable par le titulaire pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

8.2.6 Réception, ajournement, réfaction et rejet des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction et de rejet des prestations fournies par le titulaire répondent aux exigences de l'article 27 du CCAG-PI.

Ajournement :

Par dérogation à l'article 27.2.1 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de cinq jours ouvrés.

Cette décision peut être communiquée par mail au titulaire.

Le cas échéant, le titulaire doit faire connaître son refus dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la réception des prestations avec réfaction ou les rejeter dans un délai de 5 jours ouvrés courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de 3 jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de 5 jours ouvrés vaut décision de rejet des prestations. Afin de faciliter le respect de ces délais par VNF, le titulaire s'engage à lui communiquer, au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande de sa part, les versions intermédiaires des livrables.

Lorsque le titulaire présente les prestations mises au point, VNF dispose d'un délai maximum de 15 jours pour prendre une nouvelle décision (réception, ajournement, réfaction, rejet).

Réfaction :

VNF peut décider d'une réfaction dans les conditions définies à l'article 27.3 du CCAG-PI.

Rejet :

VNF peut prendre une décision de rejet dans les conditions définies à l'article 27.4 du CCAG-PI.

8.2.7 Modalités de détermination des prix des marchés subséquents

8.2.7.1 Nature et contenu des prix

La forme du prix sera précisée dans chaque marché subséquent.

Le titulaire présentera dans son offre tous les éléments permettant au représentant du pouvoir adjudicateur d'apprécier la nature et l'étendue de ce qui est proposé.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire conformément à l'article 10.1. du CCAG PI. L'ensemble des frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations est à la charge du titulaire.

8.2.7.2 Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement des marchés subséquents indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entreprise titulaire et à ses sous-traitants,
- l'entreprise mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

8.2.7.3 Variation des prix

Les modalités de variation de prix de l'accord-cadre sont applicables aux marchés subséquents (article 9.2 du CCAP).

8.2.7.4 Résiliation des marchés subséquents

Les modalités de résiliation des marchés subséquents s'appliquent dans les mêmes conditions que celles applicables à l'accord-cadre (article 16 du CCAP).

9 - Prix

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués dans les bons de commande

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires forfaitisés.

Les prestations définies dans le CCTP et le bordereau des prix (BPU) donnent lieu à l'application de prix unitaires.

Les prestations seront réglées par l'application des prix du BPU du titulaire, aux quantités effectivement commandées et réalisées.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les dépenses nécessaires à toutes les réunions tous les frais y afférents (préparation de la réunion et rédaction du compte-rendu par le titulaire) qu'elles se tiennent à distance comme en présentiel.

Les prix comprennent également toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP **dont les frais de déplacement** et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés ainsi

que le prix de cession des droits de propriété intellectuelle concernant les livrables.

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

Le prestataire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies dans le CCTP.

Les prix du marché public sont établis en euro hors T.V.A.

9.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont **fermes la première année puis révisables annuellement**, à sa date anniversaire de la notification, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

- Date d'établissement des prix de l'accord-cadre

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, la date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise de l'offre par le titulaire. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, la date d'établissement des prix correspond à la date de signature de l'avenant par le titulaire.

- Indice de référence

L'indice de référence est le Syntec ; il est publié sur le site <http://www.syntec.fr/>

En l'absence de parution de l'indice ou de publication d'un indice provisoire, le calcul s'effectue avec le dernier indice connu. Une régularisation à la hausse, comme à la baisse, interviendra à la publication de l'indice définitif.

- Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Indice (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Indice (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

En application de l'article 10.2.2 du CCAG-PI, les prix à payer sont ceux applicables à la remise des prestations.

Le titulaire doit transmettre le bordereau des prix révisés ainsi que les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul au pouvoir adjudicateur. Cette transmission doit intervenir au plus tard au moment de la communication de la première facture concernée par les prix révisés. Dans le cas où le titulaire n'adresse pas le BPU dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur applique la révision des prix qu'il notifie au titulaire du marché public.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-PI, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les montants des décomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

10 – Avance et clauses de financement et de sûreté

Une avance est accordée pour chaque bon de commande ou chaque marché subséquent, d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Par application de l'option B du CCAG-PI, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois. Le taux est également applicable aux PME.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Les conditions de remboursement de l'avance seront déterminées par marché subséquent.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

11 - Modalités de règlement des comptes

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- ✓ Au titulaire et à ses sous-traitants,
- ✓ Au mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

11.1.1 Établissement et adresse d'envoi des demandes de paiement

En application des articles R. 2191-20 et R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

➤ Acomptes :

Les prestations dont le délai d'exécution serait supérieur à 3 mois bénéficient de versement d'acomptes. Le règlement de ces sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes tous les trois mois, au fur et à mesure de la réalisation des prestations, sur service fait. Cet intervalle peut être ramené à un mois à la demande du titulaire dans le cas prévu à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique.

➤ Règlements partiels définitifs

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif. Ces paiements s'effectuent au fur et à mesure de la réalisation des bons de commande, sur service fait.

Le versement du règlement (acompte ou règlement partiel définitif) est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification.

Les demandes de paiement sont effectuées selon les stipulations des articles 11.3 à 11.7 du CCAG-PI.

11.1.1.1 Acompte

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre, les références du bon de commande et de l'engagement juridique (préalablement transmis par le pouvoir adjudicateur) et les références de l'affaire ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. L'incidence de la TVA ;
7. L'incidence de la révision ;
8. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
9. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
10. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 4, 5, 6 et 7 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires ;
11. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
12. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

11.1.1.2 Demandes de paiement

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

➤ Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la **demande de paiement (facture)** est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-PI.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-PI, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre, les références du bon de commande et de l'engagement juridique (préalablement transmis par le pouvoir adjudicateur) et les références de l'affaire.

➤ Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux **paiements pour solde et règlements partiels définitifs** sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-PI.

Elles comportent :

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la

commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que **l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission**.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de co-traitance et / ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Quel que soit le montant des prestations sous-traitées, le paiement sera effectué directement par VNF au sous-traitant sur présentation d'une facture agréée par le titulaire.

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

11.1.2 Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de VNF.

11.2 - Paiement des co-traitants, des sous-traitants, ci-après dénommés pour l'ensemble « sous-traitants »

11.2.1 Désignation de sous-traitants(s) en cours d'exécution de l'accord-cadre

Si le candidat présente un sous-traitant en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci le fera au moyen d'une déclaration de sous-traitance.

La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article L. 2193-1 du Code de la commande publique :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit joindre, en sus de la déclaration de sous-traitance, l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre.

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire à VNF, doivent être établies en euros.

11.2.2 Paiement des co-traitants

La signature des demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des co-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'accord-cadre.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

11.2.3 Paiement des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans le prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des co-traitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

12 – Droit de propriété intellectuelle

Les résultats (livrables) de l'accord-cadre sont notamment :

- ➔ Pour les prestations d'audit interne et prestations d'appui au profit des auditeurs internes :
 - les dossiers d'audit des missions d'audit interne comprenant l'ensemble des papiers de travail (notamment note d'orientation, matrice des risques, compte-rendu d'entretiens, compte-rendu d'analyse, rapports d'audit interne provisoire et définitif, etc.)
 - les dossiers d'audit des missions de suivi de mise en œuvre des recommandations issues d'audits comprenant l'ensemble des papiers de travail (compte-rendu d'entretiens, compte-rendu d'analyse, rapport de mise en œuvre des recommandations, etc.)
 - le rapport de benchmark intégré ou non au rapport d'audit interne (provisoire et définitif)

- ➔ Pour les prestations liées au contrôle interne :
 - l'ensemble des documents de travail, notamment notes, compte-rendu d'entretiens, compte-rendu d'analyse support aux travaux ;
 - les livrables associés aux travaux de contrôle interne : processus formalisés ; référentiel de contrôle interne, dispositif de contrôle interne (plan de contrôle, procédure, organigramme fonctionnel nominatif etc...)
 - le rapport de benchmark.
- ➔ Pour les prestations liées à la gestion des risques :
 - l'ensemble des papiers de travail (registre et univers des risques, fiches de risques, grille d'évaluation des risques, échelles de cotation, compte-rendu d'ateliers, la cartographie des risques, etc.) concernant la réalisation des cartographies des risques globales de l'Établissement ou des cartographies thématiques et leurs mises à jour ou tout travaux ponctuels d'accompagnement à la gestion des risques.

Conformément au Chapitre 6 du CCAG-PI, le présent accord-cadre prévoit une cession à titre exclusif, des droits de propriété intellectuelle sur les résultats considérant qu'ils s'agissent de résultats confidentiels conformément à l'article 35.2.1 du CCAG PI. Par conséquent, le titulaire ne peut utiliser les résultats.

En conséquence, le titulaire cède à VNF, à titre exclusif, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats, et ce, pour le monde entier, pour toute la durée légale de protection desdits droits, actuelle et future, et pour tous modes d'exploitation, connus ou inconnus à ce jour, notamment reproduction, représentation, adaptation, traduction, distribution, commercialisation, cession à des tiers, intégration dans d'autres œuvres, sur tout support et par tout procédé.

En complément de l'article 35.1.1 du CCAG-PI, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent accord-cadre.

Les prix de l'accord-cadre comprennent le prix de la cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

Les documents confiés au titulaire restent la propriété de VNF. Le titulaire devra détruire l'ensemble des éléments sous format numérique qui lui auront été communiqués par VNF. Toutefois, si le titulaire a reçu des documents papiers de la part de VNF, il est tenu de les restituer à l'issue de l'accord-cadre.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-PI et de l'article 6.2 du présent CCAP. Les jours de retard s'entendent hors samedis, dimanches et jours fériés.

En application de l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard sur les délais d'exécution contractuellement prévus, le titulaire encourt, dans les conditions prévues au CCAG-PI, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R = le nombre de jours ouvrés de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant de la pénalité est plafonné à 20 % du montant de la prestation au sujet de laquelle est calculée la pénalité.

13.2 - Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les autres pénalités suivantes sont applicables :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Remplacement d'un membre de l'équipe dédiée	Journalière	200,00 €	En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée ou de non-remplacement par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 200 € par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation du bon de commande ou marché subséquent pour le membre de l'équipe dédiée.
Remplacement du chef de la mission	Journalière	300,00 €	En cas de retard dans le remplacement du chef de mission ou de non remplacement par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 300 € par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation du bon de commande ou du marché subséquent pour le chef de mission.
Non-respect des profils-types définis dans le cadre de réponse technique	Journalière	200,00 €	Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations d'audit interne dans le respect des profils-type définis dans sa proposition technique. En cas de non-respect constaté et après demande de modification par VNF non satisfaite ou restée sans réponse après 3 jours, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 200 € par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation du bon de commande.
Absence aux réunions	Forfaitaire	300,00 €	En cas d'absence non justifiée, d'un ou plusieurs représentant(s) du titulaire dûment invité(s) à une réunion, le titulaire encourt une pénalité de 300 € par membre absent.
Non-respect des modalités de dématérialisation des livrables	Forfaitaire	150,00 €	Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à déposer les livrables produits sur les sites SharePoint ou Teams mis à disposition par VNF. En cas de non-respect constaté et après demande de correction par VNF non satisfaite ou restée sans réponse après 3 jours, le titulaire concerné encourt une pénalité forfaitaire de 150 €.
<u>Non-réponse injustifiée à un marché subséquent</u>	Forfaitaire	1 000€	Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à participer aux remises en concurrence périodiques. En cas de non-réponse injustifiée à un projet de marché subséquent, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

13.3 – Règles communes aux différentes pénalités

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Répartition des pénalités entre co-traitants

En cas de co-traitance et lorsque le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les co-traitants conformément aux indications figurant dans l'acte d'engagement.

En l'absence d'indications, les pénalités sont retenues en totalité auprès du mandataire.

14 – Changements affectant la situation du titulaire

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

15 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée de validité du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion des prestations, objet du marché.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont les suivantes :

16.1.1 Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire sont définies à l'article 39 du CCAG-PI. Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par la directrice générale de VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés à l'article 39.1 du CCAG-PI en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

16.1.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 27 du CCAG-PI, VNF peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

16.1.3 Résiliation unilatérale du fait de VNF

La directrice générale de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation. Le titulaire a cependant, droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 – Éthique et respect des principes de développement durable

Signataire de la charte de Développement durable des Établissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'Entreprise.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001).

18 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des litiges qui résulteraient de l'application des dispositions du présent accord-cadre.

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif de Lille :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : +33 3 59 54 23 42
Télécopie : +33 3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télé recours accessible par le site www.telerecours.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI
- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-PI
- L'article 6.3.1 du CCAP déroge à l'article 3.2.2 du CCAG-PI
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-PI
- L'article 7.4 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG-PI
- L'article 7.5 du CCAP déroge aux articles 29.2.1 et 29.4.2 du CCAG-PI
- L'article 8.2.2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI
- L'article 8.2.5 du CCAP déroge aux articles 26.2 et 26.5 du CCAG-PI
- L'article 8.2.6 du CCAP déroge à l'article 27.2.1 du CCAG-PI
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-PI
- L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI
- L'article 13.3 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-PI
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-PI
- L'article 16.1.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG-PI